



*Agissons ensemble
pour la justice
sociale*



Tous à la manifestation nationale vendredi 24 mars à 13 h à Bastille

**pour un enseignement
public** de qualité ouvert à tous,
pour le retrait de toutes les réformes Bayrou-Allègre du primaire au supérieur, pour le
maintien du CAPES et de l'Agreg et le retour au **moins au nombre de postes
de 1996**
pour un investissement financier massif de l'État dans l'aide sociale étudiante

*Aux élections du CROUS mercredi 29, votez pour la liste
Agissons ensemble pour la justice sociale
avec l'UNEF et l'UNEM (Union nationale des étudiants du
Maroc)*

Le PSE: aumône ou arnaque ?

Le Plan Social Etudiant d'Allègre (PSE), loin de constituer une avancée, remet en cause l'essence même de l'aide sociale française. L'allocation d'études en est la mesure "phare". Outre un nombre réduit (7 000 pour toute la France), les conditions d'attribution de cette aide sont floues : le CROUS se base sur les revenus réels des étudiants pour toucher ceux d'entre nous qui ne reçoivent aucune aide de leurs parents. Ce critère pose un problème de vérification des déclarations, mais aussi de montant de l'aide. Tous les parents sont tenus de nourrir, loger et vêtir leurs enfants : une bourse normale n'est donc censée payer que les frais annexes. L'allocation d'études, elle, prétend pourvoir à tout pour le même tarif. ! D'autre part, elle remplace l'ancienne bourse régionale sur critères sociaux, pour laquelle les CROUS avaient des crédits illimités. L'allocation d'études n'a donc joué pour l'instant qu'un rôle de piège à cons pour étudiant pouvant bénéficier d'une vraie bourse.

Le PSE a aussi mis en place 11 500 bourse à taux zéro : on ne touche pas un rond et ça s'appelle une bourse ! Ces "bourses" remplacent un article de la loi Savary qui prévoit une exonération des droits d'inscription pour jusqu'à 10% d'étudiants non boursiers. Le PSE prévoit le maintien de la bourse en cas de redoublement en premier cycle. Ça peut paraître intéressant mais on ne garde sa bourse que si on a les résultats adéquats, c'est à dire qu'on a au moins eu une UE. Cela ressemble un peu à une bourse sur critères pédagogiques... En conclusion, c'est une erreur de croire qu'un PSE élargi est une réponse aux problèmes de l'aide sociale étudiante.

RU et Cités: un constat de catastrophe

Voilà un type d'aide sociale censé concerner tous les étudiants, sans aucun critère, et donc être un facteur d'autonomie pour tous ceux qui n'ont pas envie de manger ou de coucher chez papa et maman, ou n'en ont pas la possibilité.

A Paris, nous en sommes très loin.

Il y a moins de 1500 chambres disponibles à Paris même, presque toutes réservées aux deuxième cycle. Sur toute l'Ile de France, il y en a moins de 10000 (souvent loin de nos facs) pour plus de 500 000 étudiants. Il n'y a eu aucune nouvelle construction depuis 1971, alors que le nombre d'étudiants a explosé.

De plus, leur état est souvent scandaleux: insalubrité, promiscuité, bruit, cafards, sécurité laissant à désirer ...

Côté resto, ça n'est pas mieux. Certes, la qualité de beaucoup d'entre eux a été améliorée. Encore faut-il que les horaires des cours, les distances et la durée des queues nous permettent d'y manger: ce n'est pas souvent le cas

Pour remédier à cela, de gros investissements seraient nécessaires, pour rattraper ceux qui ont manqué depuis des années. Le gouvernement a au contraire choisi de rentabiliser les œuvres sociales:

— par **l'augmentation constante des prix** depuis vingt ans.

Les redevances des Cités-U, à l'origine symboliques, se rapprochent de plus en plus des loyers du marché.

Le prix du ticket de RU était calculé selon le principe de la parité État / étudiant. L'étudiant payait la moitié du prix de son repas, l'État le reste. Depuis 1980, la part de l'État a constamment régressé.

— par **le développement de services meilleurs, mais à prix supérieurs**. Pseudo-rénovation des cités qui diminuent le nombre des chambres (parfois remplacées par des studios) et augmentent les prix. Chaînes de RU où pour un ticket, on n'a pas un repas complet.

Nos élus préconiseront une autre politique:

— Retour à la parité État-étudiant pour les tickets de RU.. Utilisation de la hausse de la part de l'État moitié pour baisser le prix du ticket, moitié pour améliorer la qualité.

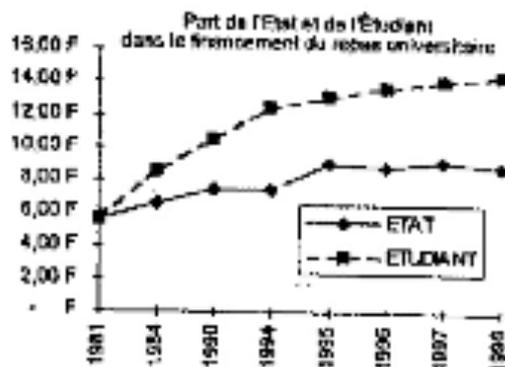
— Blocage pour plusieurs années du montant des redevances, et investissement financier de l'État pour une véritable rénovation des chambres.

— Politique de construction de RU proches des lieux d'études et cités.

— Refaire des cités U des lieux de vie: la mise en place de bibliothèques, salles de travail, projections de film, aide au développement de groupes d'études.

— Vente des tickets de RU à l'unité, et obligation d'accepter les paiements par chèque aux guichets (ça permettrait de supprimer le paiement en liquide directement à la caisse qui, là où il existe, augmente la durée des queues).

— Extension des horaires d'ouverture des RU pour tenir compte de la diversité des horaires des cours. Ouvrir à 11h30 (qui sont souvent 11h45 en fait), ce n'est pas suffisant.



Union nationale des Étudiants de France
Union nationale des Étudiants du Maroc

Coordination parisienne, 1 rue Victor Cousin, 75230 Paris Cedex 05
tél: 01-40-46-32-27 (répondeur), <http://www.unef.org> (paris@unef.org)